

Fermeture de l'usine Ford à Blanquefort : les syndicats manifestent devant le conseil départemental

Lundi 14 octobre 2019 à 12:15 -

Par Camille Huppenoire, France Bleu Gironde

Ce lundi une vingtaine de représentants syndicaux se sont rassemblés devant le conseil départemental pour dénoncer la signature d'un protocole d'accord entre le constructeur Ford et les collectivités. Un accord pour "sauver les meubles" mais qui selon eux oublie les salariés.



Les représentants des ex-salariés de Ford ont déployé une banderole devant le conseil départemental. © Radio France - Camille Huppenoire

[Bordeaux, France](#)

Presque deux semaines après [la fermeture officielle de l'usine Ford de Blanquefort](#), les représentants des ex-salariés se sont retrouvés ce lundi matin devant le conseil départemental de Gironde à Bordeaux. Ils protestent contre **la signature d'un accord entre Ford et les services publics**. Il ne manquait, après la signature de la Région, de Bordeaux Métropole et de la mairie de Blanquefort, que celle du conseil départemental pour entériner le protocole. "*C'est sauver les meubles*" dénonce Gilles Lambersend, secrétaire du comité d'entreprise. "*On récupère un bout de terrain, des machines, les salariés on les laisse de côté.*"

Gilles Lambersend : "Les pouvoirs publics sont complices de la fermeture de Ford"

L'accord permet aux collectivités de récupérer une petite partie du site de l'usine, celle vierge de bâtiments. Le constructeur automobile s'engage aussi à contribuer au plan de revitalisation. Mais en contrepartie, **les pouvoirs publics s'engagent à ne pas demander le remboursement des aides publiques** perçues par le groupe américain (plus de 20 millions d'euros) entre 2013 et 2018.

À LIRE AUSSI [L'usine Ford à Blanquefort ferme ses portes](#)

Présent auprès des représentants des salariés, le député de la 3ème circonscription de la Gironde Loïc Prud'homme (La France Insoumise) exprime son incompréhension. *"Il faut qu'on attaque Ford, qui est un patron voyou, pour abus de confiance (...) on leur a donné de l'argent pour faire des choses qu'ils n'ont pas faites."* Pour le député, les collectivités auraient dû attaquer Ford en justice et non signer un protocole d'accord.

Loïc Prud'homme : "Ils devraient partir la tête basse et en fait ils nous font les poches"

Loïc Prud'homme comme les représentants syndicaux jugent l'accord défavorable pour les collectivités et l'emploi sur le bassin industriel. **Pour eux, rien ne garantit un plan de revitalisation** à la hauteur. Pour le moment, la réimplantation d'un site industriel ne fait pas consensus entre la Métropole et la Région.

Avec la petite surface récupérée, difficile d'imaginer à court terme une nouvelle usine de l'importance de Ford, qui comptait plus de 800 salariés. **Il faut attendre le 1er janvier 2025** pour tenter de mettre la main sur la totalité du site, que Ford doit d'abord dépolluer. Les pouvoirs publics ne sont cependant pas certains de pouvoir récupérer tout le terrain. Car **dans cinq ans, des acquéreurs privés pourraient aussi se manifester.**